

Article 4 :

Le pétitionnaire doit transmettre le présent arrêté aux personnes chargées de l'exécution des travaux afin qu'elles prennent connaissance et qu'elles respectent les prescriptions mentionnées à l'article 2.

Article 5 :

Le pétitionnaire annoncera le démarrage des travaux au moins 15 jours à l'avance au service instructeur (Yannick Manche, tél : 04 66 49 53 34).

Article 6 :

Le présent arrêté est délivré pour une période de deux années à compter de sa notification.

Article 7 :

Les agents du Parc national des Cévennes sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

La directrice de l'établissement public
du Parc national des Cévennes



Anne LEGILE

Logo of the Parc national des Cévennes, featuring a circular arrangement of the words 'PARC NATIONAL DES CEVENNES' around a central emblem.

Le présent arrêté peut être contesté par recours gracieux auprès de l'établissement public du Parc national des Cévennes, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Il peut également être contesté dans le même délai devant le Tribunal administratif de Nîmes.

Etablissement public du Parc national des Cévennes
Service Développement durable
6 bis place du Palais - 48400 Florac-Trois-Rivières
tél : 04 66 49 53 11 (secrétariat)

Diffusion :

- originaux :
 - EP PNC / SG
- copies :
 - mairie de Meyrueis
 - EP PNC / massif Causses Gorges
 - EP PNC / SDD (dossier n°2018-43)



Parc national
des Cévennes

Arrêté n° 20180128 du 11 AVR. 2018
portant autorisation spéciale en cœur du Parc national
des Cévennes, pour travaux, constructions, installations,
hors droit de l'urbanisme

La directrice de l'établissement public du Parc national des Cévennes,

Vu le code de l'environnement et notamment son article L331-4 1,

Vu le décret n° 2009-1677 du 29 décembre 2009 pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du Parc national des Cévennes aux dispositions du code de l'environnement issues de la loi n°2006-436 du 14 avril 2006, et notamment son article 7.-II. 4°,

Vu le décret n°2013-995 du 8 novembre 2013 portant approbation de la charte du Parc national des Cévennes, et notamment la modalité 8 relative aux règles générales applicables aux travaux, constructions et installations soumis à autorisation et l'annexe 1,

Vu la demande de la mairie de Meyrueis, en date du 22/01/2017 pour la nature et la localisation des travaux ci-après visés,

Vu l'avis favorable du conseil scientifique de l'établissement public du Parc national des Cévennes en date du 18/03/2018,

Considérant la mesure 3.3.2 de la charte du Parc national des Cévennes : « Réaliser des économies d'eau et orienter les usages vers plus de sobriété dans les prélèvements »,

Considérant que les travaux décrits dans la demande, assortis des prescriptions détaillées ci-dessous, sont compatibles avec la préservation des paysages, des espèces et des milieux patrimoniaux du Parc national des Cévennes,

ARRETE

Article 1 :

Le pétitionnaire, la mairie de Meyrueis, rue Apiès, 48150 MEYRUEIS, est autorisé à réaliser les travaux suivants qui seront conformes au dossier technique fourni dans la demande :

Nature des travaux : travaux de protection du captage d'eau potable,

Localisation des travaux : commune de MEYRUEIS, lieu-dit les Oubrets, localisation en cœur du Parc national.

Article 2 :

L'autorisation visée à l'article 1 est assortie des prescriptions suivantes :

- l'accès aux travaux devra se faire par le chemin prévu dans la demande sans sortir de son emprise, sans création de nouvelle piste ou de nouveau tronçon (enjeux habitats naturels : 3 habitats à enjeux très forts dont la conservation est une priorité dans la Directive de l'Union européenne 92/43/CEE) ;

- en cas d'empierrement nécessaire pour stabiliser le fond, utiliser des matériaux de même nature géologique que le substrat ;

- l'abatage des arbres bordant le chemin est interdit ;

- l'élagage propre et réfléchi pourra être proposé pour faciliter le passage d'engin ;

- le stockage éventuel de matériaux et d'engins pendant les travaux sera centralisé sur le replat proche du réservoir d'eau. Le retournement des engins se fera également sur cette zone ;

- les travaux de débroussaillage seront limités au dégagement de la clôture sauf impératifs réglementaires ;

- la connexion pour la faune au niveau des passages du ruisseau sera maintenue en utilisant une clôture à plusieurs fils et pas de grillage ;

- un agent du SCVT massif Causses-Gorges devra être présent lors de la réunion de lancement de chantier (contact : Hervé Picq tél :

Article 3 :

Le présent arrêté ne dispense pas le demandeur des autorisations nécessaires au titre des autres législations applicables au projet.

Article 4 :

Le pétitionnaire doit transmettre le présent arrêté aux personnes chargées de l'exécution des travaux afin qu'elles prennent connaissance et qu'elles respectent les prescriptions mentionnées à l'article 2.

Article 5 :

Le pétitionnaire annoncera le démarrage des travaux au moins 15 jours à l'avance au service instructeur (Yannick Manche, tél :

Article 6 :

Le présent arrêté est délivré pour une période de deux années à compter de sa notification.

Article 7 :

Les agents du Parc national des Cévennes sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

La directrice de l'établissement public
du Parc national des Cévennes



Anne LEGILE

Logo of the Parc national des Cévennes, featuring a circular arrangement of the words 'PARC NATIONAL DES CEVENNES' around a central emblem.

Le présent arrêté peut être contesté par recours gracieux auprès de l'établissement public du Parc national des Cévennes, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Il peut également être contesté dans le même délai devant le Tribunal administratif de Nîmes.

Etablissement public du Parc national des Cévennes
Service Développement durable
6 bis place du Palais - 48400 Florac-Trois-Rivières
tél : 04 66 49 53 11 (secrétariat)

Diffusion :

- originaux :
 - EP PNC / SG
- copies :
 - mairie de Meyrueis
 - EP PNC / massif Causses Gorges
 - EP PNC / SDD (dossier n°2018-43)